

FOCUS

Dominique Fruchter,
Economiste pour le CEI,
les Balkans, et la Suisse,
basé à Paris, France

Asie centrale : le ménage à trois avec la Chine et la Russie est-il durable ?

L'Asie centrale est à la fois une partenaire et une passerelle commerciale pour la Chine et l'Europe. Elle se situe sur deux branches de la Nouvelle route de la soie. Malgré les critiques, la Chine est la plus impliquée dans le développement des corridors d'Asie centrale. Ce déploiement n'est pas une évidence compte tenu de la concurrence des autres voies et d'une coopération régionale déficiente. Si l'influence russe demeure significative, à travers les transferts des expatriés, ses bases militaires et la culture, elle est supplantée par la Chine en matière économique.

L'Asie centrale est à la fois une partenaire et une passerelle commerciale pour la Chine et l'Europe

Les échanges extérieurs de biens des pays de la région¹ représentent une part non négligeable de leur produit intérieur brut : respectivement 57 et 42% pour les principales économies que sont le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, mais jusqu'à respectivement 85 et 60% pour les petites que sont le Kirghizistan et le Tadjikistan. Les principaux produits exportés sont les hydrocarbures, l'or, l'argent, le cuivre et autres minéraux, l'acier, l'aluminium, le coton et les céréales. Ils achètent des biens d'équipement, des véhicules, des produits pétroliers, de l'acier, des médicaments et des polymères.

Les principaux partenaires (**Graphique 1**) sont l'Europe occidentale (25%² de leurs échanges), la Chine (21%) et la Russie (18%). La Turquie, le Kazakhstan, la Corée du Sud et les Etats-Unis suivent à distance. Dès lors, et du fait de leur enclavement, l'intérêt des pays de la région pour les Routes de la soie et ses projets existe bien. Mais l'intérêt existe aussi chez leurs partenaires, notamment en

Europe et en Chine. Au-delà de leurs échanges avec la région, leurs échanges bilatéraux peuvent profiter de la réalisation de nouveaux projets.

L'Asie centrale³ se situe sur deux branches de la Nouvelle route de la Soie

La *Belt & Road Initiative* (B&R, Nouvelles routes de la soie) est lancée en 2013 par le président chinois Xi Jinping. Pour la Chine, il s'agit, grâce à des prêts et des investissements directs, de favoriser le développement d'un réseau de connectivité et de coopération entre elle et l'ouest de l'Eurasie. Cela doit lui permettre de sécuriser son approvisionnement en énergie et matières premières, de développer des nouvelles voies plus rapides et moins coûteuses pour ses exportations et importations. En même temps, cela favoriserait le développement et la stabilité des régions traversées, contrerait le développement de l'islamisme radical et son extension sur son territoire, et procurerait des débouchés pour l'activité de la construction en surcapacité sur son marché intérieur. La Chine est la première pourvoyeuse de financement, la Banque mondiale et les organismes financiers de pays partenaires fournissant peu de ressources dans ce cadre. Des financements privés peuvent aussi intervenir. Début 2019, l'initiative concernait

¹ - Données 2018 Intracen et Banque mondiale (extraction au 1er avril 2019).

² - Pour le Kazakhstan, il s'agit de 40%

³ - Ici, l'Asie centrale inclut le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan

130 pays représentant 41% du PIB mondial et 49% des échanges⁴.

En Asie centrale, cela concerne la recherche, l'exploitation et le transport d'hydrocarbures, l'extraction d'or, charbon et autres minerais, la génération et le transport d'électricité, notamment hydraulique, la construction et la modernisation de routes et de voies ferrées, les centres logistiques, les télécommunications, l'agriculture, le tourisme⁵. Bien que les données sur les réalisations achevées ou en cours, ainsi que les projets, soient parcellaires, il apparaît que la Chine a investi plus de quatre milliards de dollars dans le gaz turkmène dont elle est l'unique débouché et qui couvre 40% de ses besoins, à travers le gazoduc reliant les deux pays à travers l'Ouzbékistan et le Kazakhstan. Ses investissements au Kazakhstan, notamment dans les matières premières, sont très significatifs, faisant de ce pays son principal partenaire régional. Les deux pays ont développé le port sec de Khorgos⁶ à leur frontière, en faisant un centre de transit routier et ferroviaire névralgique dans un pays constituant un verrou géographique, aussi bien pour l'accès à la région, que pour le transit entre Chine et Russie/Europe.

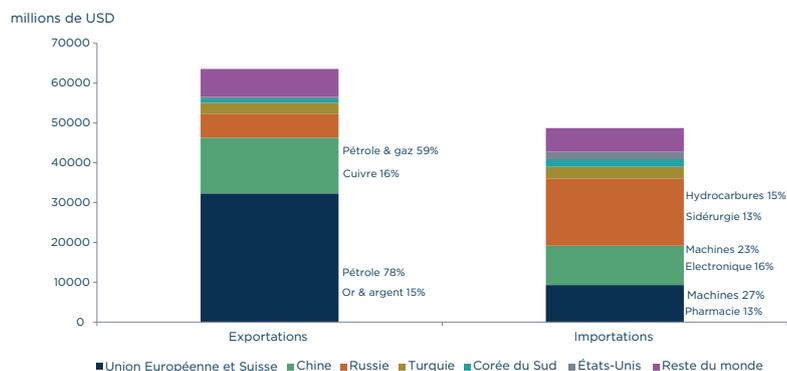
Cependant, une majorité des investissements réalisés, notamment les axes de communication, correspond à des projets préexistants aux Nouvelles routes de la soie (B&R), parfois lancés par les pays de la région et soutenus par les organisations internationales, et qui ont opportunément bénéficié du label B&R. De plus, les infrastructures réalisées jusqu'à présent dans la région sont relativement limitées. En effet, l'Asie centrale (hors Afghanistan et Mongolie) n'englobe que cinq pays, n'héberge que deux des six principaux corridors terrestres et, évidemment, aucune des deux voies maritimes répertoriées par la B&R⁷. Mis à part ceux du Kazakhstan et du Turkménistan, très liés aux hydrocarbures, la rapide progression des PIB (entre 4 et 6% en 2019, selon nos prévisions), intervient à partir d'un niveau encore bas (PIB par tête inférieur à 7000 dollar). Turkménistan, Kirghizistan et Tadjikistan ne disposent que d'une faible population, respectivement 5,7 - 6,3 et 8,9 millions d'habitants⁸. Dès lors, l'intérêt pour l'exploitation et le transport des matières premières, ainsi que pour le transit avec l'ouest du continent, l'emporte sur celui pour les marchés locaux.

L'action chinoise fait l'objet de critiques

L'initiative chinoise est aussi perturbée par la présence en Chine (surtout dans le Xinjiang) d'1,5 millions de kazakhs, ainsi que d'autres populations musulmanes (ouïghours, notamment) aussi présentes dans les pays d'Asie centrale. Ces personnes sont touchées par la politique chinoise d'internement dans des camps de « rééducation »⁹. Face à la montée d'un sentiment antichinois dans la population kazakh, la Chine a récemment procédé à des expulsions vers le Kazakhstan de nationaux disposant aussi de la nationalité kazakhe. Ce sentiment a pu être nourri aussi par le fait que la Chine privilégie l'emploi de travailleurs chinois dans les investissements qu'elle finance dans la région. Enfin, la répartition, entre les deux pays, de l'eau de l'Ili qui alimente le lac Balkhach et de celle de l'Irtych fait débat. Par ailleurs, de récentes manifestations au Kirghizistan indiquent une montée du sentiment antichinois dans la population locale liée à la présence croissante de chinois et au sort réservé aux kirghizes en Chine¹⁰.

En plus du tropisme en matière d'emploi, les critiques ajoutent que les projets privilégient les entreprises et les importations en provenance de Chine. De plus, dans la mesure où les IDE et les dons sont très minoritaires face aux prêts, même à faible taux d'intérêt¹¹, les réalisations induisent un accroissement de l'endettement extérieur (**Graphique 2**) des pays de la région. Effectivement, la dette extérieure tadjike représentait, fin 2018, 76% du PIB et celle du Kirghizistan 84%. La part chinoise comptait pour environ 30% du PIB chez ce dernier, 16% pour la seule dette publique (la moitié de la dette) du premier. C'est dans ces deux pays que la dette est la plus lourde, en raison de la taille restreinte de leur économie. Le Tadjikistan a repoussé la réalisation de la seconde unité de la centrale hydroélectrique de Roghun et le Kirghizistan a demandé à la Chine d'accorder une aide et non un prêt pour la poursuite d'un chantier routier. Pour le Turkménistan, les données sont rares, mais les engagements liés l'exploitation gazière sont sûrement élevés. Selon les sources, sa dette extérieure varie de 9 à 11,6 milliards de dollars, soit de 21 à 27% du PIB de 2017. Au Kazakhstan, la dette extérieure représentait, fin 2018, 92% du PIB, 6,6% pour la seule part chinoise. La taille de l'économie et des ressources propres liées au statut de producteur d'hydrocarbures permettent d'autofinancer ou de recourir à d'autres sources de financement pour la réalisation des infrastructures prévues au programme Nuryly Zhol auquel les NSR sont subordonnées. Pour l'Ouzbékistan, la dette extérieure est moitié moins lourde (48% du PIB) du fait de l'ouverture récente de l'économie, mais elle progresse rapidement avec le développement rapide des infrastructures. La part chinoise représente 10% du PIB. Au-delà du seul poids de l'endettement, l'important est que le projet bénéficie au pays. De ce point de vue, mais aussi dans l'optique de l'exploitation et de la maintenance, la qualité de la gouvernance apparaît déterminante dans le choix des projets. Or, la gouvernance laisse encore beaucoup à désirer dans plusieurs des pays de la région (**Graphique 3**). Dans la

GRAPHIQUE 1
Commerce extérieur de biens de l'Asie centrale



4 - Kohli, H. S. & Zucker, L., 2019. An economic perspective on the Belt and Road Initiative: five years after its launch. *Emerging Market Forum*

5 - La finance, l'éducation, la recherche et la coopération, bien qu'incluses dans l'initiative, sont peu concernées.

6 - Mauk, B., 29 janvier 2019. Can China turn the middle of nowhere into the center of the world economy? *New York Times*.

7 - Linn, J.F. & Zucker, L., 2019. An inside-out perspective on the impact of the B&R in Central Asia and the South Caucasus : How to maximize its benefits and manage its risks

8 - CNUCED 2017

9 - Bogusz, M. & Mariusz, M., 2019. OSW: Chinese-Kazakhstan agreements on oppressed group of Kazakhs, Michal Bogusz & Mariusz Marszewski

10 - Eshaliyeva, K., 2019. Is anti-Chinese mood growing in Kyrgyzstan? *Open Democracy*.

11 - Fourquin, M., 2019. Les nouvelles routes de la soie: essai d'évaluation. *CEPII*.

mesure où les prêts et les investissements chinois n'ont pas à respecter les critères de la Banque mondiale et du FMI, la Chine ne faisant pas partie du club de Paris réunissant les créanciers publics, le risque que le rapport coût/avantage soit défavorable est significatif.

Le développement des corridors d'Asie centrale est soumis à forte concurrence

Si le développement, en Asie centrale, de nouvelles sources de matières premières, notamment d'énergie, laisse peu de place à hésitation, celui de nouvelles voies de communication, uniquement dédiées au transit, ne va pas de soi. D'abord, il faut compter avec la concurrence des voies maritimes existantes de l'océan Indien, mais aussi celle du transport aérien. Le transport terrestre (ferroviaire) entre Chine et Europe via l'Asie centrale est, à la fois, plus onéreux (1,5 fois avec prise en compte de la subvention versée par les provinces chinoises qui peut atteindre 40% du coût) et plus de deux fois plus rapide (14 jours au lieu de 40) que le maritime¹². Il est moins cher, mais plus lent que l'aérien. Ce mode ne peut satisfaire qu'à certaines marchandises s'accommodant de cette position intermédiaire. Ensuite, il doit compter avec les voies ferrées passant, au nord, par la Mongolie, la Manchourie et la Sibérie, même moins directes. De plus, au sein même de la région, plusieurs tracés sont possibles, ce qui n'est pas sans conséquence, alors que tous les pays de la région, du fait de leur enclavement au milieu du continent, cherchent à réduire le coût très élevé du transport associé à leur commerce extérieur. Ainsi, le corridor reliant la Chine et l'Europe par le Kazakhstan et la Russie, de loin le plus actif et le plus abouti, favorise peu les autres pays d'Asie centrale. A l'inverse, celui reliant la Chine au Moyen-Orient et à l'Europe du sud via la Méditerranée dessert, en plus du Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan. Sa capacité de diffusion, notamment sur le Kirghizistan et le Tadjikistan, que des chaînes montagneuses élevées séparent de la Chine, est beaucoup plus forte. Mais, il suppose la collaboration de pays tiers (Iran, Azerbaïdjan, Géorgie, Turquie), ainsi que celle des pays de la région qui ont encore peu l'habitude de travailler ensemble. Par ailleurs, le Kirghizistan et le Tadjikistan, et, donc, l'ensemble de la région, pourraient bénéficier d'une ouverture sur l'Inde, le Pakistan, l'Iran et l'océan Indien via l'Afghanistan, si la situation sécuritaire de ce dernier et les relations indo-pakistantaises s'améliorent. Il reste qu'entre 2007 et 2016, la part du ferroviaire dans le fret entre Chine et Europe est passé de 0,5 à 2,1% et 200000 conteneurs devraient passer par l'Asie centrale en 2019.

La coopération régionale, toujours insuffisante, s'améliore depuis peu

Jusqu'il y a peu, les relations entre pays d'Asie centrale étaient ténues et souvent orageuses. Ils ne se trouvent tous réunis qu'au sein du Central Asia Regional Economic Cooperation Program (CAREC) créé en 1997 sous l'égide de la Chine. L'Union économique eurasiatique initiée en 2005 par la Russie ne comprend, dans la région, que le Kazakhstan et le Kirghizistan, et fonctionne a minima. Les passages de frontière sont laborieux et parfois coûteux (corruption et bureaucratie). C'est sans doute moins le cas

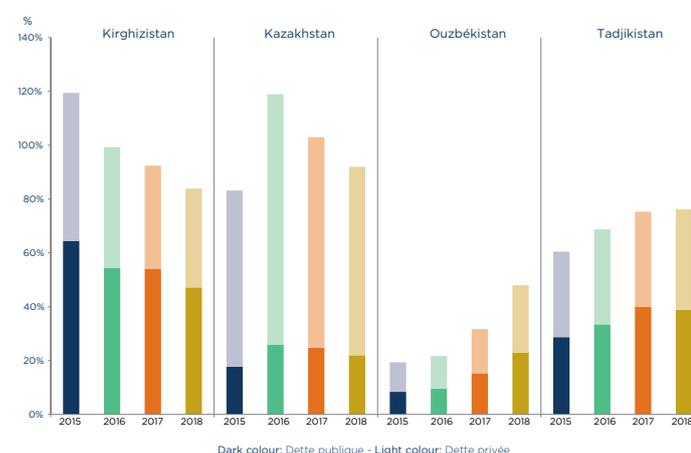
pour les convois ferrés, même si ceux-ci sont confrontés aux ruptures de charge imposées par la différence d'écartement des rails entre Chine, Asie centrale/Russie et Europe. La politique d'ouverture ouzbèke initiée en 2017, de par la situation centrale du pays dans la région, semble avoir provoqué un dégel régional. Cela a permis de reprendre les échanges commerciaux et d'aplanir des différends relatifs à l'enchevêtrement frontalier et au partage des eaux dans la vallée de la Ferghana, enjeu très important pour des pays encore très agricoles et qui comptent sur le développement de leur potentiel hydroélectrique (Ouzbékistan, Tadjikistan et Kirghizistan). Il reste que l'amélioration est fragile. Le commerce intra régional est faible (inférieur à 1/10 des échanges totaux¹³) et le problème de l'alimentation de la mer d'Aral n'est toujours pas résolu.

La présence russe en Asie centrale reste importante, mais est supplantée par la Chine en matière économique

Certains pays d'Asie centrale dépendent des remises et des transferts de leurs expatriés en Russie

La Russie accueille environ 4 millions d'expatriés originaires d'Asie centrale dont les revenus fluctuent avec l'économie russe, le cours du rouble et le prix du pétrole (ainsi, ils ont baissé de moitié entre 2013 et 2016). Malgré l'imprécision des statistiques, les remises et les transferts de ces expatriés sont primordiaux pour le Tadjikistan (36% du PIB en 2018) et le Kirghizistan (37%), et non négligeables pour l'Ouzbékistan (13%). Leurs marchés du travail, comme, d'ailleurs, celui du Turkménistan, sont incapables d'absorber les arrivants, nombreux compte tenu du dynamisme démographique de la région : population croissant annuellement entre 1,5 et 2%. De plus, la Russie exerce une forte attraction du fait d'un niveau de vie et de salaires beaucoup plus élevés, et, même s'il y a diversification vers la Turquie, le Kazakhstan et l'Asie du sud-est, la destination Russie reste largement en tête pour les nouvelles expatriations.

GRAPHIQUE 2
Dette extérieure publique et privée en % du PIB



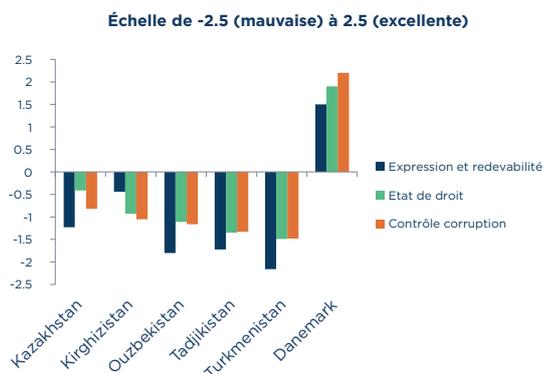
Source: Banques centrales

L'influence culturelle russe demeure malgré l'avantage à la culture locale

Malgré l'émigration importante vers la mère-patrie dans les années suivant l'éclatement de l'URSS, une forte minorité russe (25% de la population) vit encore au Kazakhstan. De fait, le russe y est parlé couramment, mais aussi au Kirghizistan (les russes y représenteraient un peu plus de 10% de la population), où il est également langue officielle. Malgré l'essor des bourses chinoises, le nombre d'étudiants de la région inscrits dans les universités sibériennes reste beaucoup plus élevé qu'en Chine. Corollaire, les médias russes (radio, TV) demeurent très présents dans ces pays. Cependant, le Kazakhstan va rejoindre l'Ouzbékistan et le Turkménistan en remplaçant le cyrillique par l'alphabet latin pour sa langue vernaculaire. A cet égard, il faut noter que les populations locales pratiquent des langues turcophones et sont donc proches, culturellement, de la Turquie. Les Tadjiks se distinguent avec leur langue proche du persan. Pour la Turquie et l'Iran, la langue, mais aussi la religion musulmane, constituent des vecteurs significatifs dans la relation qu'ils entretiennent avec les pays de la région.

GRAPHIQUE 3

Gouvernance



Source: Banque mondiale 2017

RÉSERVE

Le présent document reflète l'opinion de la direction de la recherche économique de Coface, à la date de sa rédaction et en fonction des informations disponibles ; il pourra être modifié à tout moment. Les informations, analyses et opinions qu'il contient ont été établies sur la base de multiples sources jugées fiables et sérieuses ; toutefois, Coface ne garantit en aucun cas l'exactitude, l'exhaustivité ou la réalité des données contenues dans le présent document. Les informations, analyses et opinions sont communiquées à titre d'information et ne constituent qu'un complément aux renseignements dont le lecteur dispose par ailleurs. Coface publie ce document de bonne foi et sur la base d'une obligation de moyens (étant entendu de moyens commerciaux raisonnables) quant à l'exactitude, l'exhaustivité et la réalité des données. Coface ne pourra être tenu responsable de tout dommage (direct ou indirect) ou perte en tout genre, subis par le lecteur et découlant de l'utilisation par le lecteur des informations, analyses et opinions. Le lecteur est ainsi seul responsable des décisions et conséquences des décisions qu'il prend sur la base du présent document. Ce document ainsi que les analyses et opinions qui y sont exprimées appartiennent exclusivement à Coface ; le lecteur est autorisé à les consulter ou les reproduire à des fins d'utilisation interne uniquement, sous réserve de porter la mention apparente de Coface, de reproduire le présent paragraphe et de ne pas altérer ou modifier les données. Toute utilisation, extraction, reproduction à des fins d'utilisation publique ou commerciale est interdite sans l'accord préalable de Coface. Le lecteur est invité à se reporter aux mentions légales présentes sur le site web de Coface : <https://www.coface.fr/Home/InformationsGenerales/Mentions-legales>.

COFACE SA

1, place Costes et Bellonte
 92270 Bois-Colombes
 France
www.coface.com

La Russie dispose de bases militaires, dans l'optique de la lutte contre le terrorisme islamiste

Kazakhstan, Kirghizistan et Tadjikistan font partie de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) créée en 2002 sous l'égide de la Russie et accueillent des bases militaires russes. De plus, moyennant un loyer annuel supérieur à 100 millions de dollars, la Russie dispose au Kazakhstan, jusqu'en 2050, du site de lancement spatial de Baïkonour. Nonobstant, aucun pays de la région n'a reconnu l'annexion de la Crimée ou la sécession de l'Abkhazie et de l'Ossétie du sud, ce qui montre l'ambivalence de leurs sentiments et leur souci de ménager tous leurs partenaires. De son côté, la Chine semble disposer d'une base militaire au Tadjikistan située à 12 kilomètres de l'Afghanistan et vraisemblablement destinée à contrôler le passage d'islamistes radicaux et de drogue¹⁴. Cette présence peut s'expliquer par le Quadrilateral Cooperation and Coordination Mechanism (QQCM) in Counter Terrorism regroupant depuis 2016 Chine, Pakistan, Afghanistan et Tadjikistan. Par ailleurs, Russie et Chine sont membres aux côtés du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Tadjikistan, de l'Ouzbékistan, de l'Inde et du Pakistan de l'Organisation de coopération de Shanghai (2001) dont l'objet est à la fois sécuritaire, économique et culturel. La principale préoccupation de ces organismes est l'infiltration de talibans et le développement de l'islamisme radical à partir de l'Afghanistan, mais aussi au sein même de la région (notamment en Ouzbékistan et au Tadjikistan), et leur contrôle. Sauf au Kazakhstan, le radicalisme trouve un terrain fertile dans la pauvreté, le sort réservé aux musulmans au Xinjiang et les politiques de grande fermeté du Turkménistan, du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan en matière de libertés. Enfin, la Russie a présidé à la mise en place du Traité de la Caspienne (2018). Ce cadre juridique doit permettre au Turkménistan et au Kazakhstan de construire un gazoduc permettant d'exporter plus efficacement leur gaz vers l'Azerbaïdjan, la Turquie et l'Europe. Mais, dans le même temps, il y consolide la domination de la présence militaire russe en excluant les puissances non riveraines.

Il semble donc que la répartition approximative des rôles, l'économique pour la Chine, le sécuritaire et le culturel pour la Russie, est maintenue¹⁵. Elle s'impose. L'économie chinoise pèse huit fois la russe. Mais, d'un autre côté, la Russie profite d'une présence ancienne, alors que la Chine n'a fait irruption qu'après l'éclatement de l'URSS en 1991. De plus, les régimes restent influencés par les pratiques russes de gouvernance. Pour le moment, les deux puissances trouvent des motifs de rapprochement dans leur opposition aux valeurs occidentales, le développement de l'Extrême Orient et de l'Arctique, ainsi que leur lutte contre l'extension de l'islamisme radical qui passe par la stabilité de la région. Toutefois, cela pourrait changer. La Russie pourrait prendre ombrage du projet chinois de voie ferrée au gabarit européen à travers le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan (puis l'Iran et la Turquie) qui fournirait une alternative au passage par la Russie¹⁶. La concurrence de la voie Caspienne pourrait aussi poser problème. A cela s'ajoute, l'intérêt croissant des Occidentaux et des pays du golfe pour la région, alors que l'Ouzbékistan poursuit son ouverture.

14 - Bogusz, M. & Mariusz, M. 2019. OSW : China's military presence in Tajikistan
 15 - Carnegie: Cooperation and competition : Russia, China in Central Asia, the Russian Far East and the Arctic, Paul Stronski & Nicole Ng (février 2018)
 16 - China's Plan for Railway to Uzbekistan Is Transforming Central Asian Geopolitics, Paul Goble, Eurasia Daily Monitor Volume: 16 Issue: 40, 21 mars 2019